Vulnérabilité des plantations cacaoyères face au changement climatique et aux pratiques culturales paysannes et stratégies d'adaptation des populations de Dédiafla (centre ouest de la Côte d'Ivoire)

OUROU Younéloué Amandine
Doctorante
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
Département d'Anthropologie et de sociologie
amandineourou@gmail.com

Résumé: La terre joue un rôle crucial dans la vie sociale et économique des populations rurales en Côte d'Ivoire, particulièrement avec la valorisation des cultures coloniales comme le cacao, dont le pays est le premier producteur mondial. Cependant, les pratiques agricoles traditionnelles, ont impacté négativement le couvert forestier et favorisé la multiplication des ravageurs du cacao. Cette étude mixte analyse l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement local et la durabilité des plantations. Un guide d'entretien, un questionnaire et une observation directe ont permis de collecter les données auprès des cacaoculteurs et autres acteurs impliqués. Les résultats montrent que les pratiques agricoles extensives ont réduit les terres cultivables et détérioré les conditions écologiques, tout en favorisant la propagation de ravageurs comme le swollen shoot dans les plantations. En guise d'alternative, les producteurs développent des stratégies d'adaptation et de replantation.

Mots-clés : Pratiques culturales, cacao, changement climatique, stratégie paysanne, agriculture

Vulnerability of cocoa plantations to climate change and farmers' cultivation practices, and adaptation strategies of the people of Dédiafla (central west ivory coast)

Abstract: Land plays a crucial role in the social and economic life of rural populations in Côte d'Ivoire, particularly with the development of colonial crops such as cocoa, of which the country is the world's leading producer. However, traditional farming practices have had a negative impact on forest cover and encouraged the proliferation of cocoa pests. This mixed study analyses the impact of farming practices on the local environment and the sustainability of plantations. Data was collected from cocoa farmers and other stakeholders using an interview guide, a questionnaire and direct observation. The results show that extensive farming practices have reduced arable land and worsened ecological conditions, while favouring the spread of pests such as swollen shoot in the plantations. As an alternative, growers are developing adaptation and replanting strategies.

Keywords : Cultivation practices, cocoa, climate change, peasant strategy, agriculture

Introduction

Après son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a fait de l'agriculture le moteur de son développement économique et social. Au plan économique, le secteur agricole représente 20 à 35% du produit intérieur brut (PIB). Il produit 66% des ressources d'exportation dont fait partie le cacao et occupe 60% de la population active (Jeune Afrique Economique, 1996, p.195) cité par Youan et al 2020.

Ainsi, introduite dans les années 1920 dans les zones forestières ivoiriennes, l'économie de plantation caféière et cacaoyère, s'est développée grâce à d'importants courants migratoires venus des régions de savane de la Côte-d'Ivoire (Malinké, Sénoufo, Baoulé), de la Haute Volta (actuelle Burkina Faso) et du Mali pour servir de main d'œuvre agricole (M. Soro, 2009, p.6).

Cette stratégie politique a ainsi permis à la Côte d'Ivoire d'occuper le rang de premier producteur mondial de cacao en atteignant un niveau économique remarquable qualifié de miracles économique ivoirien dans les années 1970 (J. M. Chevassu, 1997).

Malheureusement, la transformation progressive des forêts en des plantations cacaoyères a intensifié la déforestation et le changement du régime climatique au fil des années. En effet, « De 16 millions d'hectares au début du siècle dernier, la forêt ivoirienne est passée à 7 850 864 hectares en 1990 puis à 3 401 146 en 2015. Aujourd'hui, il y a à peine 2 millions d'hectares de forêt naturelle » (Eaux et Forêts, 2017, p. 4). Au-delà de son impact sur le couvert forestier, la dégradation des sols et la perte de biodiversité font partie des facteurs de transformations du climat.

Ces transformations sont en grande partie imputable aux pratiques agricoles. De ce fait, les agents de l'ANADER sont affectés dans des villages pour un suivi et encadrement des producteurs en plus des sensibilisations sur la gestion des forêts effectués par les ministères des Eaux et Forêts et de l'agriculture. C'est le cas de Dédiafla qui traverse une crise foncière et une transformation environnementale ; car en dépit de toutes les sensibilisations concernant les pratiques culturales et les actions de reboisement entreprises par les différentes entités étatiques intervenant dans l'agriculture, les pratiques concernant la culture du cacao demeurent toujours un moteur de dégradation du climat. Ces crises se traduisent notamment par l'agriculture extensive basée sur les cultures itinérantes sur brûlis, la surexploitation de la forêt en bois d'œuvre et bois énergie. Partant, nous nous interrogeons pour savoir les logiques qui sous-tendent cette persistance.

Quelles ont été les pratiques culturales des cacaoculteurs de Dédiafla ? comment ces pratiques ont-elles impacté le climat ? et quelles sont les stratégies dont usent les paysans pour y remédier ?

1. Matériel et méthode

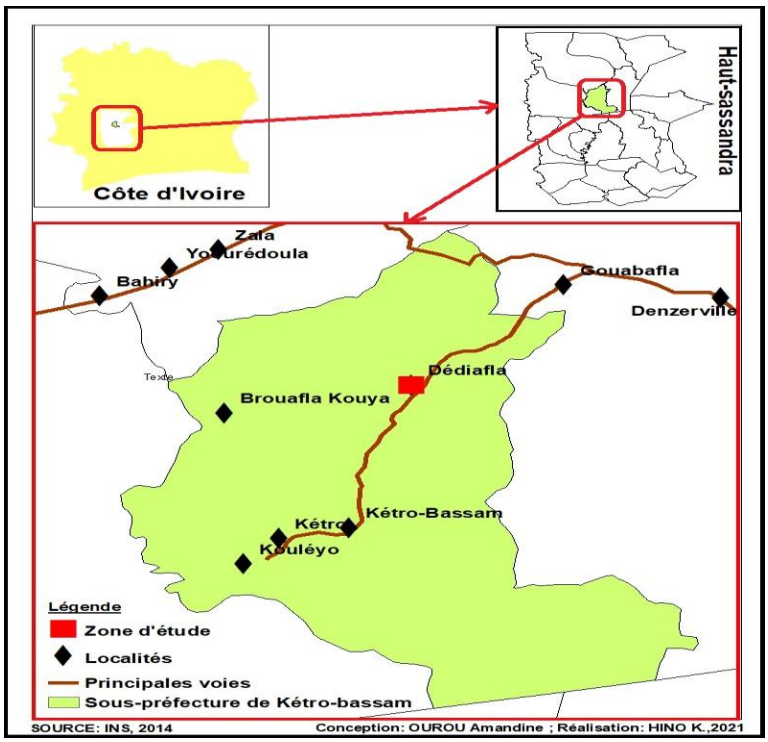
1.1. Site d'étude

Cette étude s'est déroulée dans le département de Vavoua précisément à Dédiafla. Vavoua est situé dans le Centre-ouest du pays et fait partie de la région du Haut-Sassandra dont le chef-lieu est Daloa. C'est une préfecture située à 54 km au nord de Daloa. Selon le RGPH (2014), Vavoua abrite 422.000 habitants. Le département comprend trois sous-préfectures fonctionnelles : celles de Seïtifla, de Dania, celle centrale de Vavoua et celle de Kétro-Bassam dont fait partie Dédiafla, comme le détaille la carte sur la page suivante.

Situé à 25km de Vavoua, de son nom d'origine Léhiri, le nom de Dédiafla fut donné par le peuple gouro. Le village a pour fondateur Gboudouzati. Avec une population cosmopolite de 6080 habitants (RGPH, 2014) dont 3374 hommes et 2706 femmes, Dédiafla est composé d'autochtone sokuya constitué en quatre grandes familles notamment les lignages Gaboa, Darayoua, Monuan et Bêlêboa, d'allochtones Baoulé, Sénoufo, Malinké et d'allogènes Burkinabé, Béninois. La population de Dédiafla est essentiellement agricole.

Le choix de ce village se justifie par le fait que l'agriculture est l'activité de base des populations qui y vivent mais aussi du fait que la cacaoculture y est développée. Cela entre clairement dans le cadre de notre travail ; puisque ce sont les conséquences de cette activité sur le climat que nous cherchons à connaitre.

Situation géographique de Dédiafla



1.2. Échantillonnage

Cette étude s'inscrit dans une approche mixte. De ce fait, elle mobilise les approches quantitative et qualitative. Il est donc nécessaire d'élaborer deux types d'échantillons distincts en fonction des deux approches.

Pour constituer l'échantillon quantitatif, nous avons eu recours à l'échantillonnage de type accidentel à cause de l'indisponibilité de base de données. C'est une technique non probabiliste qui nous a permis d'interroger les personnes selon leur accessibilité. Ainsi dans notre étude nous avons administré notre questionnaire à 135 cacaoculteurs qui ont bien voulu participer à l'enquête.

Par ailleurs, le choix de ces participants a été fait de façon raisonnée. Cette technique obéit à des critères d'inclusions et d'exclusions.

Les critères d'inclusion dans cette étude sont :

- L'étude porte sur toutes les communautés résidantes à Dédiafla
- Avoir un champ de cacao vulnérable ou ayant été vulnérable
- Avoir une plantation de cacao en production

Quant à l'échantillon qualitatif, il a été mis en place en s'appuyant sur l'échantillonnage typique ou de jugement. Comme la recherche qualitative vise la qualité de l'information au détriment de la quantité, nous avons recherché des personnes ressources dans chacune des institutions telles que, la sous-préfecture, la direction régionale des Eaux et forêts, le ministère de l'Agriculture, la SODEFOR, L'ANADER, le Conseil café-cacao, la chefferie de terre, de village, la chefferie de communauté, le président du Comité Villageois de Gestion Foncière Rurale et la responsable des femmes avec qui nous avons eu des entretiens.

Tableau 1 : Récapitulatif de l'échantillon d'étude

Personnes ressources	Échantillon qualitatif	Échantillon quantitatif
Le Sous-préfet de Vavoua	01	
Le Directeur Départemental de l'Agriculture	01	
Le Directeur régional des Eaux et forêts	01	
Le chef d'unité de la SODEFOR de Vavoua	01	
Le Directeur Départemental du Ministère de l'Agriculture de Vavoua	01	
Le président du Comité Villageois de Gestion Foncière Rurale (CVGFR) de Dédiafla	01	
Agent ANADER résidant à Dédiafla	01	
Le chef de terre de Dédiafla	01	
Le chef et sa notabilité	01	
Les représentants des communautés vivant à Dédiafla (Baoulé ; Malinké ; Béninois, Burkinabé)	04	
La responsable des femmes de Dédiafla	01	
Les cacaoculteurs		**135**
Total	**14**	**149**

Source : OUROU, 2021

Notons que chaque approche a des outils et techniques d'analyse spécifique à elle. Ainsi celles utilisées dans cette étude sont : la recherche documentaire effectuée à partir de la grille de lecture qui a permis de répertorier l'ensemble des documents parcourus avec les principales données utiles pour notre recherche. L'observation quant à elle, à partir de la grille d'observation, nous a permis de voir les attitudes et comportements des acteurs sociaux face à la question de la gestion foncière et environnementale mis en relation avec les pratiques culturales. Le guide d'entretien a été également privilégié pour mener les entretiens qui ont été semi-directifs et axés sur les thématiques telles que la politique agricole du pays, les contraintes liées à la culture du cacao et l'action de l'État en faveur de l'environnement. Le dictaphone a également permis d'enregistrer les différents entretiens. Pour finir, le questionnaire a servi à collecter les données statistiques dans le but de mesurer l'ampleur des pratiques culturales sur l'environnement.

1.3. Analyse des données

Pour exploiter les données, nous avons procédé d'abord par transcrire les informations recueillies sur le terrain. Ensuite celles-ci ont été apurées avant la synthèse et le traitement suivi de leur analyse. Concernant l'analyse des données, nous nous sommes servis de l'analyse de contenu thématique pour l'approche qualitative. Et les données issues de l'application du questionnaire ont été traitées à l'aide d'une analyse thématique et des logiciels informatique à savoir, Word, Excel qui ont servi à sortir des tableaux et graphiques puis faire les croisements de données probables.

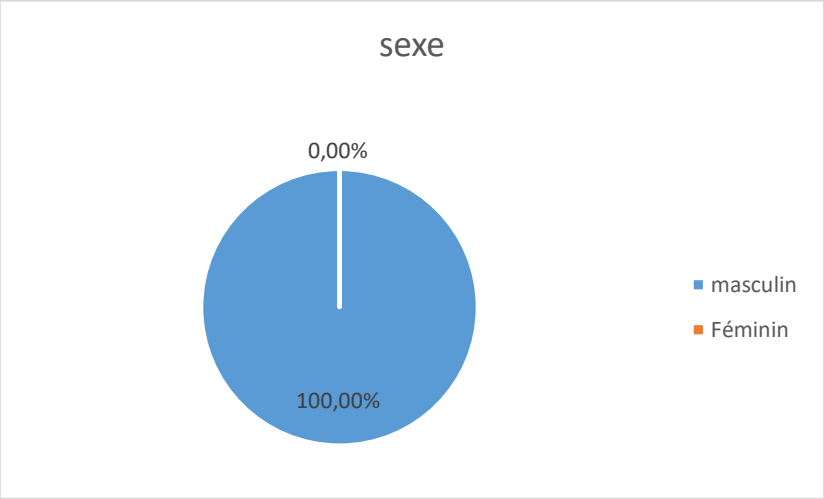
2. Résultats et analyse

2.1. Caractéristiques des enquêtés

2.1.1. Sexe des enquêtés

Les inégalités sociales sont perceptibles à plusieurs niveaux. Au niveau coutumier, elles sont visibles dans la gestion foncière. En effet, les femmes ont toujours été exclues de la gestion du patrimoine foncier sous prétexte qu'elles sont une main d'œuvre insignifiante. C'est le cas chez les Sokuya qui ont un système patrilinéaire dans lequel l'enfant hérite directement de son père. Mais ce système de gestion du patrimoine foncier exclut la femme. Cela explique le fait que nos enquêtés soient à 100% des hommes. (Voir graphique ci-dessous)

Graphique 1 : répartition des enquêtés en fonction de leur sexe



Source : notre enquête 2021

En effet, dans leur coutume, la femme n'a pas droit à la terre lors du partage de l'héritage de son défunt père. Selon la responsable des femmes de Dédiafla, l'argument qu'ils avancent pour justifier cette pratique est que « la femme est appelée à se marier, donc c'est dans la famille de son mari qu'elle doit avoir la terre », et là encore, à condition que cette dernière ait des enfants qui soient en bas âge pour qu'elle hérite de la terre de son défunt mari afin de subvenir à leurs besoins. Dans le cas contraire les frères du défunt récupèrent les terres. Pour les Sokuya, cette manière de faire est une forme de préservation de leur patrimoine foncier. Cela évite donc que la femme cède sa forêt à ses enfants issus d'une autre famille que la leur. Par ailleurs, aucune contestation de la part des femmes n'est admise au risque d'une mort mystique.

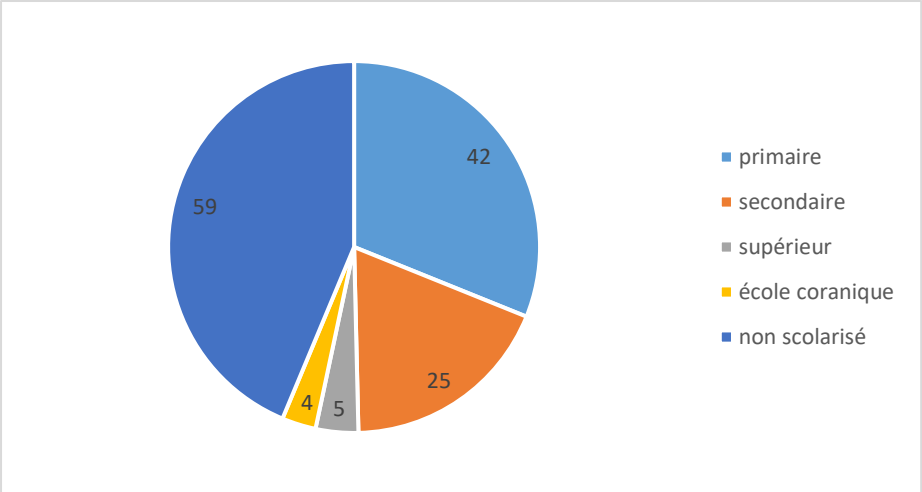
Cependant les femmes peuvent avoir la terre à condition qu'elles les achètent. Cela leur donne tous les droits sur cette parcelle. Elles peuvent donc faire les cultures dont elles ont envie, la céder à leurs enfants si elles le souhaitent. Soulignons que, celles qui ont acheté des terres ne possèdent pas encore des champs de cacao d'où leur absence parmi les enquêtés.

Avec la question du genre qui prend de l'ampleur, les populations ont commencé à changer de mentalité et commencent, petit à petit, à céder des portions de terre aux femmes sur lesquelles elles n'ont le droit de faire que des cultures vivrières.

2.1.2. Le niveau scolaire des enquêtés

Les résultats de nos investigations consignés dans le diagramme ci-dessous montrent que la majorité, c'est-à-dire, 59 cacaoculteurs n'ont jamais été à l'école, 42 ont entamé le cycle primaire mais ne l'ont pas achevé, seulement 25 ont franchi le cycle secondaire tandis que 5 ont passé le cap du secondaire pour atteindre le cycle supérieur. En plus 4 ont été à l'école coranique. Ces résultats expliqueraient les raisons de l'adoption des pratiques culturales à l'origine de la destruction forestière à grande échelle, ainsi que de la dégradation de l'environnement qui sont à l'origine de la modification du régime climatique.

Graphique 2 : répartition du niveau d'étude des enquêtés



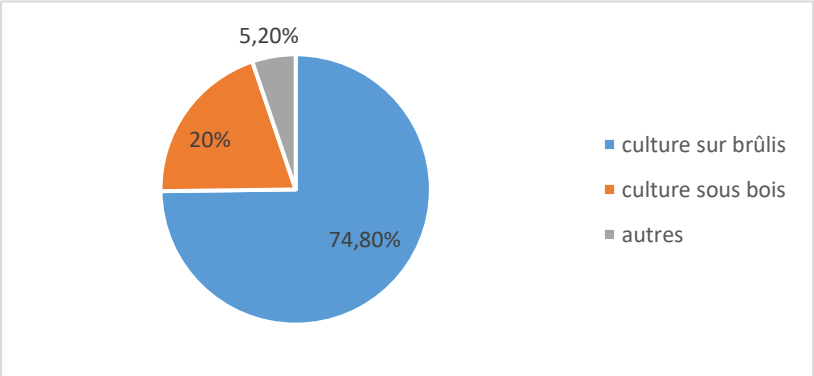
Source : notre enquête 2021

2.2. Pratiques culturales des cacaoculteurs de Dédiafla

2.2.1. Techniques culturales des cacaoculteurs

La culture du cacao est d'une importance capitale dans l'économie de la Côte d'Ivoire qui en est le premier producteur mondial. Par ailleurs les cacaoculteurs usent de différentes techniques dans la création des champs, obtenus donc après défrichage de la forêt. Certains optent pour la culture sur brulis pendant que d'autres pratiquent la culture sous-bois.

Graphique 3: techniques culturales des cacaoculteurs de Dédiafla



Source : notre enquête 2021

L'analyse de ce graphique met en évidence les différentes pratiques culturales des cacaoculteurs à Dédiafla. À travers cette analyse, il est ressorti que la culture sur brûlis est la dominante avec 74,80% par rapport aux autres pratiques qui occupent respectivement 20% pour la culture sous-bois et 5,20% pour les autres techniques. Selon notre enquête, la prédominance de la culture sur

brûlis s'explique par le fait que la population l'adopte par ignorance des conséquences qu'elle pourrait avoir sur l'environnement alors qu'elle constitue une véritable menace pour l'environnement puisqu'elle concourt à la disparition de certaines espèces fauniques et florales. Concernant les techniques qui intègrent la rubrique autre, il ressort ce qui suit « quand on finit de couper la forêt, on laisse les herbes pourrir avant de faire le champ. On laisse sécher d'abord les herbes, on plante directement ». Ces différentes pratiques expliquent l'état actuel du couvert forestier et aussi celui de l'environnement dans ladite localité. En effet les techniques incluses dans la rubrique « autres » expliquent le fait qu'il n'y ait pratiquement plus de forêt vierge à Dédiafla mais plutôt des jachères. Par ailleurs, notons que ces techniques culturales diffèrent souvent d'une communauté à une autre.

2.2.2. Pratiques culturales en fonction de l'appartenance communautaire

Tout d'abord, il faut préciser qu'à Dédiafla les paysans pratiquent une agriculture familiale intensive, et les pratiques culturales dans la cacaoculture varient significativement en fonction de l'origine des paysans. L'origine des cultivateurs influence leur capacité à adopter des pratiques durables et éthiques. Ainsi, la majeure partie des cultivateurs autochtones adoptent souvent une relation plus profonde et respectueuse avec leur environnement, ce qui les amène à privilégier des méthodes de culture plus respectueuses de la biodiversité et des écosystèmes locaux. Cette approche est souvent enracinée dans des pratiques traditionnelles transmises de générations en générations, adaptées aux conditions locales et à la disponibilité limitée de la ressource foncière.

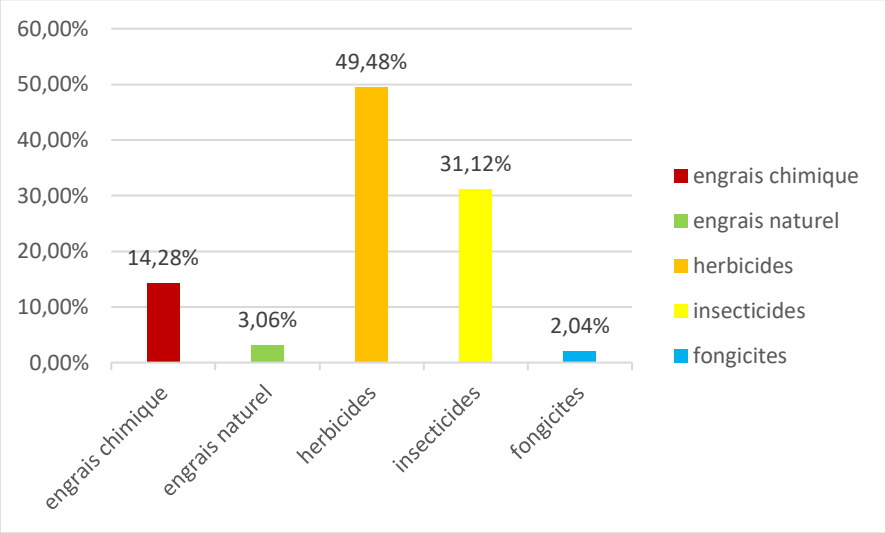
En revanche, les allochtones et allogènes récemment installés sont confrontés à des défis tels que l'accès limité aux ressources et au changement climatique, surtout, qui ne favorise pas forcément une bonne production et un bon rendement agricole. Ce qui les pousse à adopter des pratiques moins durables par nécessité économique.

Bien que ces méthodes puissent augmenter l'efficacité et la productivité à court terme, elles sont souvent critiquées pour leur impact négatif sur l'environnement, y compris la déforestation, la perte de biodiversité et la dégradation des sols. Aussi, ces variations jouent un rôle crucial dans la durabilité, la qualité du produit final, et l'impact environnemental de l'industrie du cacao à l'échelle mondiale.

2.2.3. Utilisation des produits phytosanitaires dans la cacaoculture

Les insectes nuisibles et certaines maladies impactent la production cacaoyère dans la localité de Dédiafla. N'ayant quasiment pas de moyens naturels de les contrôler, les populations se tournent vers les produits phytosanitaires afin d'améliorer leur production puis traiter les plants. Ainsi ils utilisent des insecticides, des engrais, des fongicides et des pesticides.

Graphique 4 : utilisation des produits phytosanitaires dans la cacaoculture



Source : notre enquête 2021

L'analyse de ce graphique laisse comprendre que les herbicides, avec une proportion de 49,48%, sont les produits les plus utilisés par les cacaoculteurs de Dédiafla. Après viennent les insecticides avec un taux de 31,12%. Quant aux engrais chimiques, ils occupent la troisième place avec un taux de 14,28%. L'engrais naturel et les fongicides occupent respectivement la quatrième et la cinquième place avec des taux respectifs de 3,06% et 2,04%.

Image 1 : différents types d'herbicides (solides et liquides)

Source : notre enquête 2021

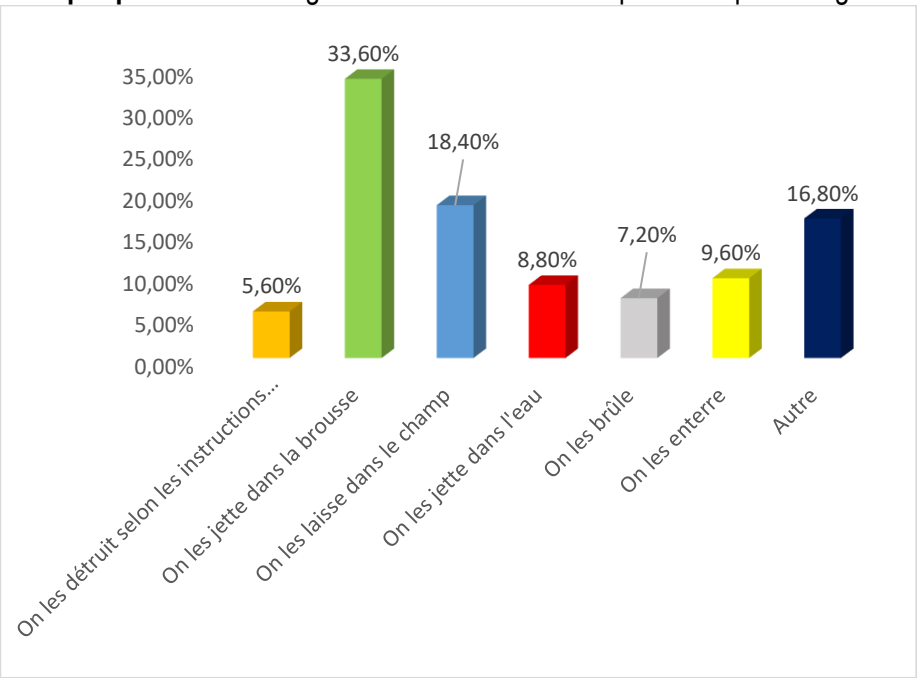
En effet, les cacaoculteurs utilisent ces produits à plusieurs fins. Les herbicides par exemple sont utilisés pour réduire l'effort physique puisque la population fait face à un manque de main d'œuvre

dans l'activité agricole. Par ailleurs plusieurs raisons expliquent cette situation comme le dit CB, « les jeunes veulent l'argent rapide donc ils vont creuser l'or ». À côté de cela, il y'a le fait que les enfants n'aident plus les parents dans les champs. Un enquêté le soutient en ces termes « Vous-même vous avez dit on a qu'à mettre les enfants à l'école donc ils ne peuvent plus nous aider. Souvent même on peut te mettre en prison si ton propre enfant t'aide au champ ». Cette situation relate ainsi le manque de main d'œuvre dans l'activité agricole à Dédiafla. L'usage des insecticides à son tour vient comme un mode de traitement des plantes vue que celles-ci sont menacées par les insectes ravageurs. Quant aux engrais, qu'ils soient chimiques ou naturels, ils sont utilisés dans l'optique d'accroitre la production puisque la majorité des champs ont plus de 40 ans. Les vergers sont donc vieillissants, produisent moins par conséquent. Les fongicides, eux, sont utilisés pour lutter contre la pourriture des cabosses avant maturation. Cependant, ces pratiques ne sont pas sans effets sur l'environnement et le couvert forestier.

2.2.4. Mode d'utilisation et de gestion des produits phytosanitaires

L'usage et la gestion des produits phytosanitaires diffèrent selon que les usagers aient bénéficié d'une formation ou pas. Ainsi chacun adopte des méthodes selon sa connaissance des avantages et inconvénients des produits en sa possession. Plusieurs formes d'usage et de conservation ont été donc constatées lors de nos enquêtes de terrain. Ces méthodes sont consignées dans le diagramme suivant.

Graphique 5 : mode de gestion des contenants de produits après usage



Source : notre enquête 2021

Ce diagramme présente le traitement différencié d'emballages des produits phytosanitaires après usage. Plusieurs attitudes en ressortent : 18,40% de la population affirme laisser les boites dans le champ, 33,60% qui représente le taux le plus élevé jette les emballages dans la brousse. 8,80% les jettent dans l'eau lorsqu'il y en a à proximité du champ quand 7,20% les brulent, 9,60% les

enterrent et 5,60% les détruisent selon les instructions des emballages. Par ailleurs, 16,80% affirme avoir d'autres méthodes de gestion. Ils lavent les contenants et les utilisent soit comme gobelet pour les boites, et les sacs pour la conservation de la nourriture. Toutes ces actions concourent à la dégradation non seulement de l'environnement, mais aussi mettent en danger la santé de la population.

Image 2 : une boite vide d'insecticide jeté dans un champ de cacao après usage

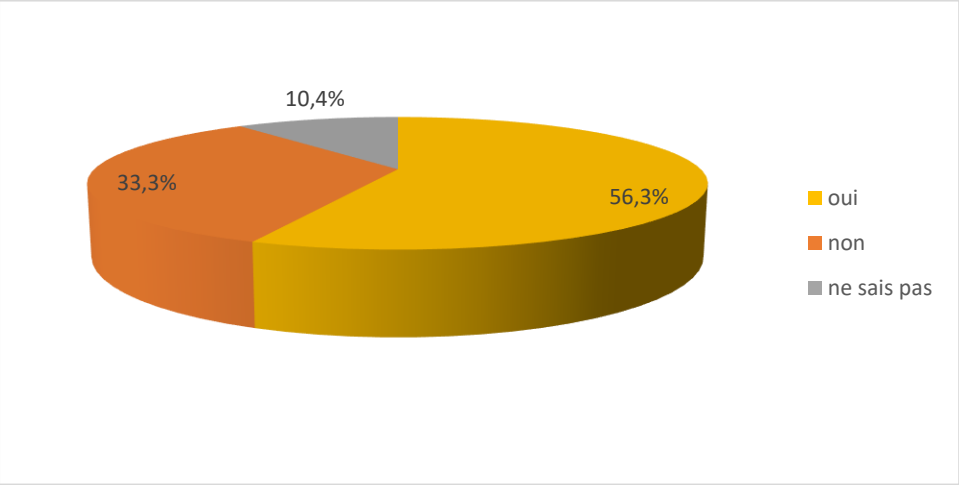
Source : notre enquête 2021

2.3. La part des pratiques culturales dans le changement climatique

2.3.1. Impact de l'usage des produits phytosanitaire sur l'environnement de Dédiafla

L'agriculture moderne s'est appuyée sur l'utilisation des produits phytosanitaires pour accroître sa production. Toutefois l'usage des produits phytosanitaires impacte autant l'homme que l'environnement. Cependant les avis de la population de Dédiafla dans ce sens sont partagés.

Graphique 6 : Perception de la population de Dédiafla sur l'impact de l'utilisation des intrants sur l'environnement



Source : notre enquête 2021

Ainsi, l'analyse de ce graphique montre que 56,3% des enquêtés pensent que l'usage des intrants dans la cacaoculture impacte l'environnement, tandis que 33,3% pensent le contraire. Par ailleurs, 10,4% affirment n'avoir aucune idée de leur impact sur l'environnement. Concernant les impacts, les récurrents sont la disparition de certaines espèces, l'appauvrissement du sol, le vieillissement précoce des plants, la pollution des cours d'eaux et la disparition du couvert forestier. La répartition de ces impacts est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : tableau montant les impacts de l'usage des produits phytosanitaire sur l'environnement

Impact des intrants sur l'environnement	Effectif	Fréquence
Appauvrissement du sol	6	4,44%
Disparition de certaines espèces	59	43,70%
Disparition du couvert forestier	51	37,78%
Pollution des cours d'eaux	10	7,41%
Vieillissement précoce des plantations	9	6,67%
	135	100%

Source : notre enquête 2021

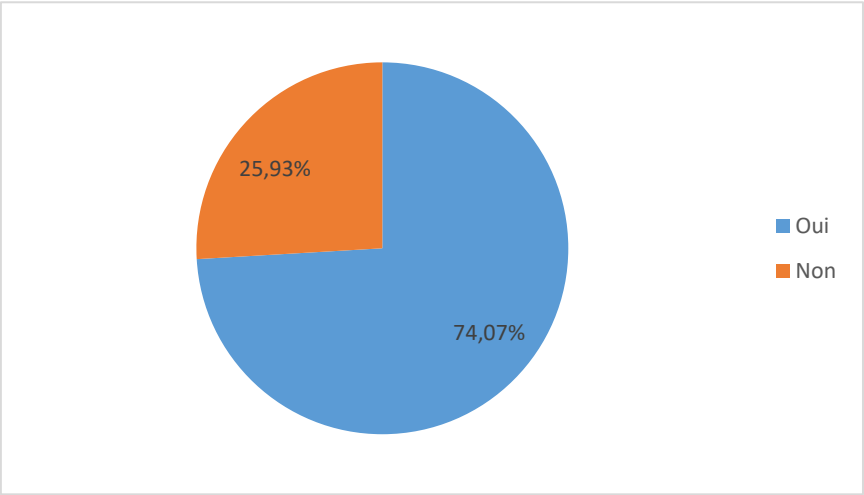
Ce tableau montre la répartition des impacts qu'a l'utilisation des intrants agricoles sur l'environnement. Ainsi, il ressort de son analyse que l'impact le plus connu par les enquêtés de Dédiafla est la disparition de certaines espèces qui a un taux de 43,70%, suivi de la disparition du couvert forestier représentant 37,78%. Avec un taux de 7,71% la pollution des cours d'eaux, occupe la troisième place. Quant au vieillissement précoce des plantations, il comptabilise 6,67% et pour finir, l'appauvrissement du sol vient en dernière position avec le plus faible taux 4,44%. En effet, la notion de disparition de certaines espèces renferme celle de la faune et de la flore. Avec l'extension de la culture du cacao qui a induit l'usage des produits phytosanitaires, certaines espèces animales telles que l'éléphant, l'antilope, le buffle, et bien d'autres ont disparu. D'autres

par contre se raréfient. Ce sont les gazelles, l'agouti (l'aulacode), les biches. Notons également la disparition de certaines essences de bois telles que le fromager, le fraké, le framiré, le samba, l'iroko et bien d'autres au niveau de la couverture forestière. Rappelons que cette disparition est autant due à la culture du cacao qu'à l'exploitation du bois. Cette situation s'accompagne du changement climatique qui impacte à son tour la productivité des cultures du fait de la rareté des pluies. Cela laisse comprendre qu'au bout de quelques années, la famine pourrait sévir puisqu'il n'y aura plus de terre pour la culture du cacao qui ne réussit même plus. Pourtant les populations ont délaissé les cultures vivrières au profit des cultures de rente surtout du cacao. En plus de tout ce qui est précité, il y'a l'apparition du swollen shoot (l'ennemie du cacao selon les enquêtés) qui détruit à grande échelle les plantations de cacao. Certains paysans voient en lui la résultante de l'usage incontrôlé des produits phytosanitaires.

2.3.2. Disparition progressive du couvert forestier à Dédiafla

Le couvert forestier est d'une importance capitale en Côte d'Ivoire. Cependant il a pratiquement disparu sur l'étendue du territoire, puisque le pays a basé son économie sur l'agriculture ; faisant de lui une ressource très prisée. Le constat est le même à Dédiafla où les terres arables ont considérablement disparu au profit de l'agriculture en général, et de la culture du cacao, en particulier. La population de Dédiafla en a bien conscience, comme cela est constatable à l'analyse du diagramme circulaire suivant, mettant en évidence le niveau de conscience des populations enquêtées sur la question.

Graphique 7 : avis de la population sur la disponibilité forestière



Source : notre enquête 2021

Le diagramme ci-dessus permet de constater que presque les trois quarts des enquêtés, c'est-à-dire 74,07% estiment qu'il n'y a plus de forêt à Dédiafla, contre 25,93% qui pensent qu'il y'a encore du couvert forestier. Cela laisse comprendre que la forêt a considérablement disparue. Et ce qui fait office de forêt actuellement dans la localité ce sont les jachères (cf image ci-après). Au regard de cette analyse, il y'a lieu de s'inquiéter quant à l'avenir de l'agriculture et surtout quant à celle de l'économie nationale dont l'agriculture est le pilier.

Image 3 : représentation d'une jachère à Dédiafla

Source : notre enquête 2021

Cependant, que le rythme de déforestation soit lent ou rapide, une chose est sûre, c'est qu'il n'y a pratiquement plus de forêt aujourd'hui. Cela donne à réfléchir sur les conditions de vie des populations, qui n'ont de sources de revenus que le cacao, dans les dix prochaines années. Ainsi disait un agent de la SODEFOR « si rien n'est fait, il n'y aura plus de forêt d'ici 2030 ». Ceci pour montrer le danger que court le pays en matière de déforestation et surtout d'économie.

2.4. Stratégies de résilience des cacaoculteurs face au changement climatique

La population de Dédiafla a pour activité de base l'agriculture ; ce qui donne un statut particulier à la forêt qui est utilisée dans l'activité agricole. Pour elle, la terre est une mère nourricière. Elle est sacrée, vu que leur survie en dépend. Elle adopte donc des méthodes de gestion dans le cadre de sa préservation durable. C'est la sacralisation des forêts qui permet, non seulement de réserver une partie de la forêt en état, mais aussi de maintenir les liens avec les divinités, les ancêtres. Cette pratique est accompagnée de la mise en jachère des anciens espaces cultivés afin de permettre la régénération et la reconstitution de ceux-ci.

En plus du savoir communautaire locale qui favorise le maintien et à la préservation ainsi qu'à l'introduction de la diversité dans leurs plantations de cacaoyers, les paysans plantent une série de cultures vivrières et laissent également des gros arbres et arbustes pour protéger les jeunes cacaoyers qu'ils ont planté ou s'apprêtent à planter. Ainsi, à l'ombre des cultures et de bien d'autres arbres et arbustes maintenus, on sème directement les fèves ou on plante les jeunes plants de cacaoyers issus de pépinières. Les espèces utilisées comme bois d'œuvre servent d'ombrage. La fertilisation des soles n'est pas démise également. Les paysans font recours à des produits phytosanitaires avec une utilisation modérée désormais et de la matière organique telle que la fiente de poule et le compost pour y répondre. Il est à préciser que le compost est une fabrication locale à base de cabosse de cacao pourri.

3. Discussion

L'avènement de l'économie de plantation dans les zones forestières de Côte d'Ivoire et particulièrement dans la Boucle du Cacao a contribué à créer de nouveaux systèmes d'exploitation. La course à la forêt qu'elle a engendrée a provoqué, non seulement un accroissement des superficies cultivées, mais surtout, un gaspillage de la forêt. Cette course a donc contribué à sa diminution drastique en passant de seize millions d'hectares, à l'indépendance du pays, à trois millions d'hectares dans la première décennie des années 2000 (FAO, 2003 ; Ibo, 2006).

Les résultats issus de nos enquêtes laissent comprendre que la forêt a considérablement disparu. Ce qui fait office de forêt actuellement dans la localité enquêtée est représenté par des jachères. Abondant dans le même sens, le Ministère des Eaux et Forêts (2017) affirme que la Côte d'Ivoire est l'un des pays avec le taux de déforestation les plus élevé de l'Afrique subsaharienne. Plusieurs facteurs ont contribué au processus de dégradation de la ressource. Ce sont entre autres la pression démographique, le déboisement, la réduction des périodes de jachère, et surtout les pratiques culturales paysannes. Pour Aloko et al (2014), d'autres actions telles que les feux de brousse qui sont souvent provoqués par des techniques culturales sur brûlis et des parties de chasse, ont contribué à faire disparaitre le couvert forestier mettant en péril la culture du cacao. La baisse considérable de la forêt ne favorise non seulement pas l'extension des plantations mais est couplée de l'apparition des bioagresseurs. C'est dans ce contexte que l'agression des plantations induite par l'usage des intrants agricoles dans la culture du cacao trouvent sa légitimation. Ainsi la majorité des enquêtés (79,84%) a recours aux produits chimiques pour contrôler ces bioagresseurs et augmenter leurs productions. D'où l'utilisation croissante des pesticides chimiques par les producteurs. Pourtant, (Y. M. Siapo et al., 2018) soulignent que l'utilisation de ces produits a des effets néfastes sur l'homme et l'environnement. En effet, l'usage de ces produits est un facteur de la dégradation de l'environnement et contribue au changement climatique de la localité. Pour y faire face, les paysans adoptent de nouvelles pratiques. Celles-ci incluent l'agroforesterie, où le cacao est cultivé sous un couvert forestier diversifié, favorisant la biodiversité locale en maintenant la fertilité des sols. L'association des cultures est aussi un moyen de résilience. Ainsi, depuis des décennies, le cacaoyer est associé au bananier tout en respectant des normes d'un écartement de 3 m entre les différents pieds de cacaoyer et 2,5 m entre les bananiers (Kouassi 2015).

Conclusion

La place du cacao dans l'économie de la Côte d'Ivoire a fait de lui une culture attractive. Au sortir de cette investigation, il convient de retenir que l'extension de la cacaoculture et les pratiques culturales qui l'accompagnent, représentent un danger pour l'environnement et ses constituants à Dédiafla. Notre étude s'est penchée, particulièrement, sur l'amenuisement de la ressource foncière et la dégradation de l'environnement qui porte préjudice à la cacaoculture à Dédiafla. Puisque les conditions écologiques actuelles ne favorisent pas une bonne production agricole.

La vulnérabilité dont font preuve les exploitations cacaoyères de Dédiafla est imputable aux pratiques culturales des paysans qui ont induit le changement climatique.

Les pratiques culturales dans la cacaoculture varient considérablement en fonction des origines des cultivateurs, influencées par une combinaison complexe de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Cette diversité reflète, non seulement, les traditions locales et les conditions spécifiques de chaque région, mais aussi, les défis contemporains auxquels font face

les cultivateurs de cacao. Néanmoins, ces pratiques influencent tant la durabilité environnementale, la qualité du produit que les conditions de vie des agriculteurs. Alors promouvoir des pratiques agricoles durables et équitables nécessite une compréhension approfondie des contextes locaux et une collaboration étroite avec les communautés cultivatrices pour atteindre un équilibre entre la préservation des ressources naturelles, l'amélioration des moyens de subsistance et la satisfaction des exigences du marché mondial du cacao.

Bibliographie

ALOKO-N'guessan Jérôme et al, 2018, « Développement agricole et gouvernance foncière à Tioroniaradougou (Nord de la Côte d'Ivoire) », *EchoGéo*, 43. [Enligne], 43 http://journals.openedition.org/echogeo/15192, (22 mars 2021).

ALOKO-N'guessan Jérôme et al 2014, « Crise de l'economie de plantation et modification du paysage agraire dans l'ancienne boucle du cacao : l'exemple de daoukro », *European Scientific Journal* February 2014 edition vol.10, No.5 ISSN : 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431.

CHEVASSU Jean-Marie, 1997, Le modèle ivoirien et les obstacles à l'émergence de la petite et moyenne industrie (PMI).

FAO, 2003, « Situation du développement du secteur forestier », Rapport 2003 Guillaumet J. L., ADJANOHOUN Edmond, 1971, « La végétation de la Cote d'Ivoire », In : *Le milieu naturel de Côte d'Ivoire*, Mémoires ORSTOM, 50, Paris (France), p.161- 263.

IBO Guei, 2006, *Annales de l'Université d'Abdou Moumouni*, TOME VIII-B p. 65 -80.

KOUASSI Kouadio Edward, 2015, « introduction d'innovation en milieu paysans ivoirien : impact technique et socio-économique des projets de cacao durable financé par le Conseil Café-Cacao à travers le FIRCA », Thèse de doctorat unique, Université d'Alassane Ouattara de Bouaké, Département d'Anthropologie et Sociologie.

Rapport n°1 du Ministère des Eaux et forêts, 2017, La forêt, une priorité du gouvernement, *magazine d'information du Ministère.*

SIAPO Yao Martin et al, 2018, « Evaluation des pratiques phytosanitaires paysannes dans les vergers de cacao dans le département de Daloa, Côte d'Ivoire », in : *European Scientific Journal* November 2018, Vol.14, No.33 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857-7431.

SORO Débégnoun Marcelline, 2009, « Dynamiques des systèmes de production, droits fonciers et gestion-intrafamiliale de la terre chez des migrants senoufos dans le sanwi (Côte d'Ivoire) », Thèse de doctorat unique, Université d'Abidjan, Département de Ethno- Sociologie.

YOUAN Louis Gerson et al. 2020, « L'impact de la dynamique de la cacaoculture sur le développement rural de la Sous-Préfecture de KOUIBLY à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, Espace Géographique et Société Marocaine », p. 33-34.